

MI 1

Semestre 2

Ressource L18 DROIT DU NUMÉRIQUE

- DROIT PATRIONIAL

- DROIT TORAL

↳ DROIT à l'image.

- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

↳ PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

↳ MARQUES BREVET DESSINS

↳ PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

- DROIT D'AUTEUR.

- NOM DE DOMAINE

PROTECTION DES SITES INTERNET

* 6^h de CM , 5^h de TD . + 1^h de final
le 14 mai

* 18 mars

* 26 mars

* 02 avril

* 09 avril

* 16 avril

~
* 14 mai

1

Distinguer les éléments composant le patrimoine

DOC. 1 Une définition juridique du patrimoine

Parler du patrimoine d'une personne, c'est parler communément de ce que la personne possède à l'actif (maison, voiture, épargne, etc.) et de ce qu'elle doit au passif (impôts, emprunt immobilier, etc.).

Dans le langage juridique, le terme « patrimoine » désigne l'ensemble des droits et obligations pécuniaires (dettes) dont une personne est titulaire. Ces droits peuvent porter sur des biens corporels ou incorporels. Par principe, en droit français, une personne (physique ou morale) n'a qu'un patrimoine, qui constitue l'un des attributs de sa personnalité.



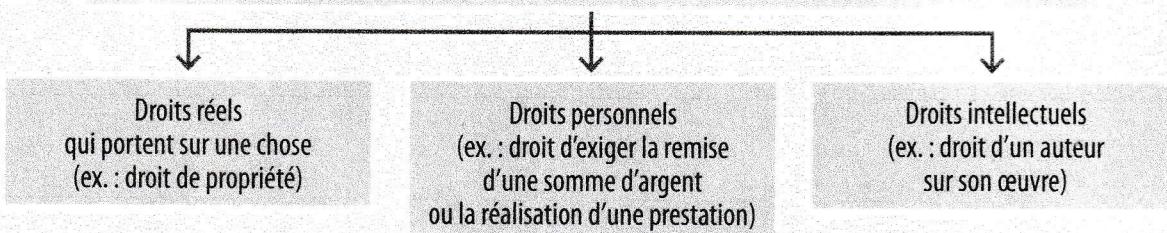
DOC. 2 La composition du patrimoine

Les biens corporels (que l'on peut toucher) peuvent être meubles (si on peut les déplacer, ex. : une caravane) ou immeubles (s'ils sont fixés au sol ; ex. : une maison).

Les biens incorporels (que l'on ne peut pas toucher) meubles ou immeubles sont les droits qui portent sur des meubles (ex. : une part de société) ou des immeubles (ex. : une action en justice pour revendiquer un immeuble).

$$\text{Biens} - \text{Dettes} = \text{Patrimoine}$$

Les personnes disposent d'un ensemble de droits patrimoniaux (évaluables en argent).



DOC. 3 Une conséquence de la distinction entre biens corporels et biens incorporels

La distinction entre biens corporels et biens incorporels en droit est nécessaire. Les régimes juridiques qui leur sont applicables peuvent en effet différer. Il en est ainsi du régime du droit de propriété. Si la propriété des biens corporels ne se perd pas par le non-usage, il n'en va pas de même pour la propriété d'un bien incorporel, comme la marque. L'article L714-5 du Code de la propriété intellectuelle prévoit, en effet, que le propriétaire de la marque « encourt la déchéance de ses droits [...] s'il n'en a pas fait un usage sérieux [...] pendant une période ininterrompue de cinq ans ».

DOC. 4 La marque, un bien incorporel de poids



Les biens incorporels, tels que la marque, n'ont pas de réalité ou de consistance matérielle. Ils ont néanmoins une valeur économique certaine qui s'inscrit dans le patrimoine de leur propriétaire. Ainsi, dans son classement publié en octobre 2022, le cabinet Brand finance précise qu'avec une valeur de 15,3 milliards de dollars, la marque Chanel est la quatrième marque de vêtements la plus valorisée, juste derrière Louis Vuitton et Gucci.

APPLICATION

Situation

Karl Lagerfeld restait très discret sur sa vie privée. Image de la maison Chanel qui lui versait un important salaire, Karl Lagerfeld tirait aussi ses revenus de contrats conclus avec différentes entreprises comme Coca-Cola, Dupont, etc. En 1999, un redressement fiscal et une dette de 30 millions d'euros réclamée par le fisc français avaient levé le voile sur son patrimoine réparti dans de nombreuses demeures. Depuis son décès, une partie du patrimoine, composée notamment de dessins, de photos, d'œuvres d'art, de propriétés immobilières, de meubles anciens et d'une immense bibliothèque de près de 300 000 ouvrages, a fait l'objet de plusieurs ventes aux enchères. L'une d'entre elles, organisée à Monaco en décembre 2021, a permis la vente de plus de 580 lots, pour la somme de 12 millions d'euros.

- 3 Repérez les différents biens qui ont composé l'actif du patrimoine de Karl Lagerfeld. ☐ Doc. 1

- 4 Complétez le tableau ci-dessous en distinguant les éléments de l'actif du patrimoine. ☐ Doc. 2

Biens corporels	Biens incorporels

- 5 Quel élément a fait partie du passif du patrimoine de Karl Lagerfeld ? ☐ Doc. 2

- 6 Identifiez l'objet des droits réels qui componaient le patrimoine de Karl Lagerfeld. ☐ Doc. 2

- 7 Identifiez l'objet des droits personnels qui componaient le patrimoine de Karl Lagerfeld. ☐ Doc. 2

- 8 Identifiez l'objet des droits intellectuels qui componaient le patrimoine de Karl Lagerfeld. ☐ Doc. 2

- 9 Quelle est la nature juridique de la marque Chanel ? En quoi constitue-t-elle un élément important du patrimoine de ses propriétaires ? ☐ Doc. 3 et Doc. 4

- 10 Pourquoi le détenteur d'une marque comme Chanel a-t-il intérêt à l'exploiter de façon continue ? ☐ Doc. 4

2

Identifier les caractères des droits patrimoniaux

DOC 5

Les caractères des droits patrimoniaux

Les droits patrimoniaux, évaluables en argent, possèdent plusieurs caractéristiques particulières. Ils sont en effet :

- **transmissibles** : ils peuvent être transmis à une autre personne par voie successorale (ex. : un héritage) ;
- **cessibles** : ils peuvent faire l'objet d'une cession entre personnes vivantes (ex. : la vente d'une maison ou la donation d'une somme d'argent) ;
- **saisissables** : ils peuvent faire l'objet d'une saisie par un créancier non payé ;
- **prescriptibles** : à l'exception de la propriété des biens corporels, ils peuvent être perdus par suite de l'inaction de leur titulaire pendant une certaine durée (ex. : une dette non réclamée).

DOC 6

Transmettre ses biens

Le droit français, dans ses articles 720 et suivants du Code civil, règle les conséquences patrimoniales du décès d'une personne. Pour la rédaction de son testament, Karl Lagerfeld a eu ainsi la possibilité de léguer sa fortune à une personne (morale ou physique) assortie de certaines conditions. C'est ainsi que la gouvernante du couturier a été désignée bénéficiaire d'une partie de son héritage. Celle-ci a reçu une maison ainsi qu'une grosse somme d'argent ; une attribution assortie de l'obligation de prendre soin de la célèbre chatte Choupette.

DOC 7

Karl Lagerfeld, collectionneur

[De son vivant, Karl Lagerfeld déclarait avoir toujours aimé l'art] : « J'ai eu des œuvres de Basquiat, de Warhol, mais je les ai données : je pensais qu'ils ne dureraient pas. » [Collectionneur, il n'hésitait pas à se séparer de certaines de ses collections dont il était lassé]. Cette bousculade d'objets semble l'avoir toujours accompagné. [...] « Je ne vend pas aux enchères pour des raisons financières ou spéculatives, mais simplement parce que c'est pratique. Après avoir possédé tant de choses, j'ai pris conscience d'une réalité difficile à expliquer : si on aime vraiment les objets, on n'en a plus besoin. »

Élodie Palasse-Leroux, « Aux enchères, Lagerfeld collectionnait les flops », www.slate.fr.



Situation

[...] L'ancien directeur artistique des maisons Chanel et Fendi a bien rédigé de sa main ses dernières volontés avant de les faire enregistrer chez un notaire monégasque. Elles concernent un patrimoine imposant estimé à 200 millions d'euros, composé de biens immobiliers (dont un appartement et une librairie à Paris, un pied-à-terre à Monaco), du mobilier design, des placements, sans oublier sa propre marque, fondée en 1984, en plein développement.

Marc Fourny, www.lepoint.fr, 04/06/2020.

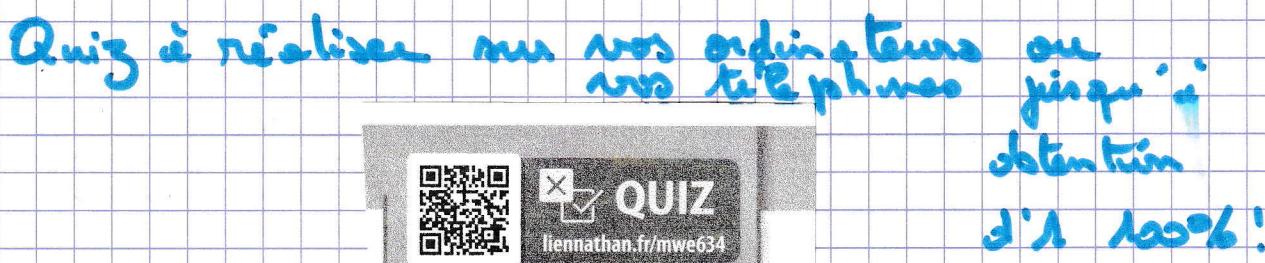
9 Quel caractère des droits patrimoniaux permettait à Karl Lagerfeld d'envisager la répartition de son patrimoine après son décès ? Doc. 5

10 A travers l'exemple du testament de Karl Lagerfeld, montrez qu'un héritage peut être composé à la fois de droits et d'obligations. Doc. 6

11 Quel caractère des droits patrimoniaux sur ses biens meubles Karl Lagerfeld a-t-il souvent mis en œuvre ? De quelle(s) manière(s) ? Doc. 7

12 Pourquoi peut-on dire des droits patrimoniaux qu'ils sont une « garantie des créanciers » ? Doc. 5 et Doc. 8

13 Quelle est la limite du caractère saisissable du patrimoine ? Doc. 8



Applications

1 Maîtriser le vocabulaire juridique

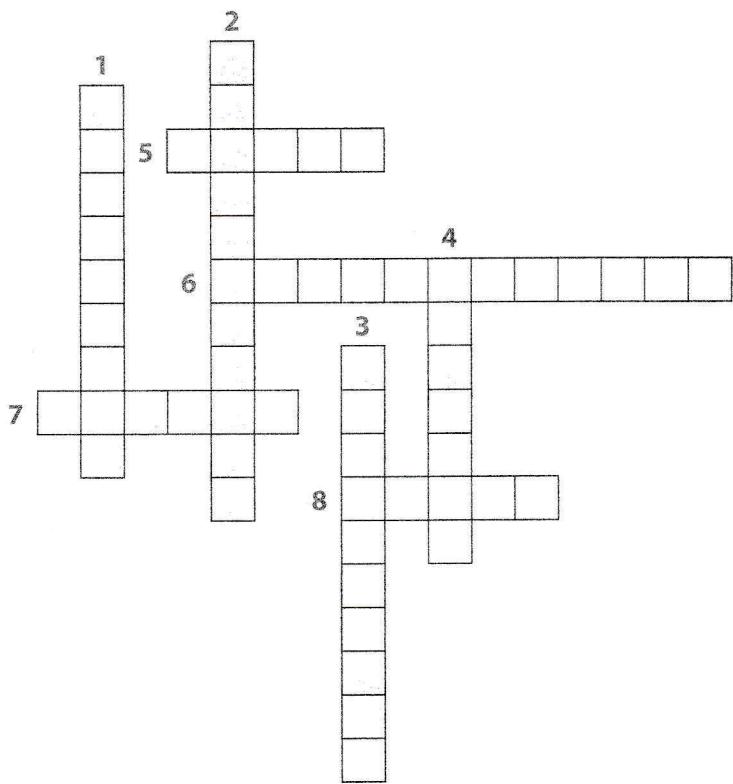
Complétez la grille de mots croisés ci-contre avec des termes juridiques.

Verticalement

1. Qualifie les droits pouvant faire l'objet d'une vente ou d'une donation.
2. Qualifie les droits et biens que l'on ne peut pas toucher.
3. Ensemble des droits et des obligations pécuniaires (évaluables en argent) d'une personne.
4. Qualifie les biens corporels qui peuvent être déplacés ou se déplacer eux-mêmes.

Horizontalement

5. Ensemble des droits et biens du patrimoine d'une personne.
6. Qualifie tous les droits évaluables en argent (permet de s'acquitter du passif).
7. Sommes d'argent ou obligations dues à un créancier.
8. Qualifie les droits pécuniaires portant sur une chose (« res »).



2 Distinguer les droits patrimoniaux et les droits extrapatrimoniaux

Pour chacune des situations ci-dessous, indiquez si elle évoque un droit patrimonial ou un droit extrapatrimonial.

- a Marouane est ravi. Il sait qu'à partir du 28 mars, il aura le droit de vote.
- b Camille a prêté 100 € à Bastien pour qu'il puisse prendre son prochain billet de train.
- c Kylian a acheté un appartement à Cassis dont il est désormais propriétaire.
- d Maxime a demandé au journal du lycée de ne pas diffuser les photos de lui prises à son insu.
- e Kerian fait la grève devant l'entreprise de fabrication de costumes de théâtre pour laquelle il travaille depuis deux ans.
- f Arnaud vient de publier une bande dessinée dont il a fait les dessins.
- g La banque a accordé un prêt à Ilham pour l'achat d'un véhicule.
- h Pierre et Louise ont fêté leurs 25 ans. Ils ont décidé de se marier en juin prochain.

3

Déterminer la composition du patrimoine d'une personne



[...] L'attaquant français brille par son talent et sa précocité. [...] Kylian Mbappé est aussi devenu une marque à part entière, avec un site dédié, des sponsors prêts à débourser des millions pour [...] profiter de son image.

Entrepreneur, le jeune footballeur vend déjà des casquettes à ses initiales. Mécène, il offre ses primes [...] à une association et n'oublie pas la ville qui l'a vu grandir, Bondy, en Seine-Saint-Denis.

Selon le magazine *Forbes*, en 2021, il était le quatrième footballeur le mieux payé au monde, grâce à des revenus sportifs et extra-sportifs atteignant [...] 40,7 millions d'euros sur l'année écoulée. [...]

L'attaquant du PSG a emménagé en 2017 dans un appartement de 600 m², selon *Le Parisien*. [...]. Selon une étude de la boutique en ligne de pièces automobiles détachées Carpadoo, [...] le jeune footballeur avait la voiture la plus chère parmi les joueurs de Ligue 1 les mieux rémunérés en avril 2019. Une Ferrari à la valeur indicative de 486 005 euros. Le tout sans avoir le permis de conduire. [...]



Thomas Chenel et Lukas Lourel, www.capital.fr, 06/05/2022.

1. Quelle est la composition du patrimoine de Killian Mbappé cité dans l'article ?
2. Distinguez les éléments corporels et les éléments incorporels le composant.
3. Distinguez les biens meubles et les biens immeubles le composant.

*présentée
pour faire
d'A. Vélez -*

4

Distinguer biens meubles et immeubles : la particularité des immeubles par destination



Titulaire d'un BTS Agricole, Sergio vient de passer deux ans dans une exploitation de vaches laitières en Normandie. Décidé à s'installer dans cette région, il est à la recherche d'une exploitation à acheter. Il pense avoir trouvé le bien idéal : une habitation de 180 mètres carrés sur deux niveaux, un local de traite des vaches d'environ 400 mètres carrés pour les animaux, des appentis, un tracteur, des machines de traite, des outils de nettoyage, 44 vaches. Malgré de nombreuses discussions, Albert, l'agriculteur vendeur, accepte de céder

ses terres ainsi que les bâtiments, mais refuse toujours de vendre les matériels et machines et les 44 vaches. Sergio explique à Albert que l'achat des immeubles (terrains et bâtiments) servant à l'exploitation implique normalement l'achat des vaches et de tout le matériel nécessaire à l'exploitation.

1. Parmi les biens de l'exploitation que Sergio souhaite acheter, distinguez les biens meubles par nature et les biens immeubles.
2. Quelle qualification particulière la loi attache-t-elle à certains biens meubles rattachés à un bien immeuble ? Pour quelles raisons ?
3. Pour quelles raisons Albert devrait-il logiquement vendre son matériel et ses vaches ?

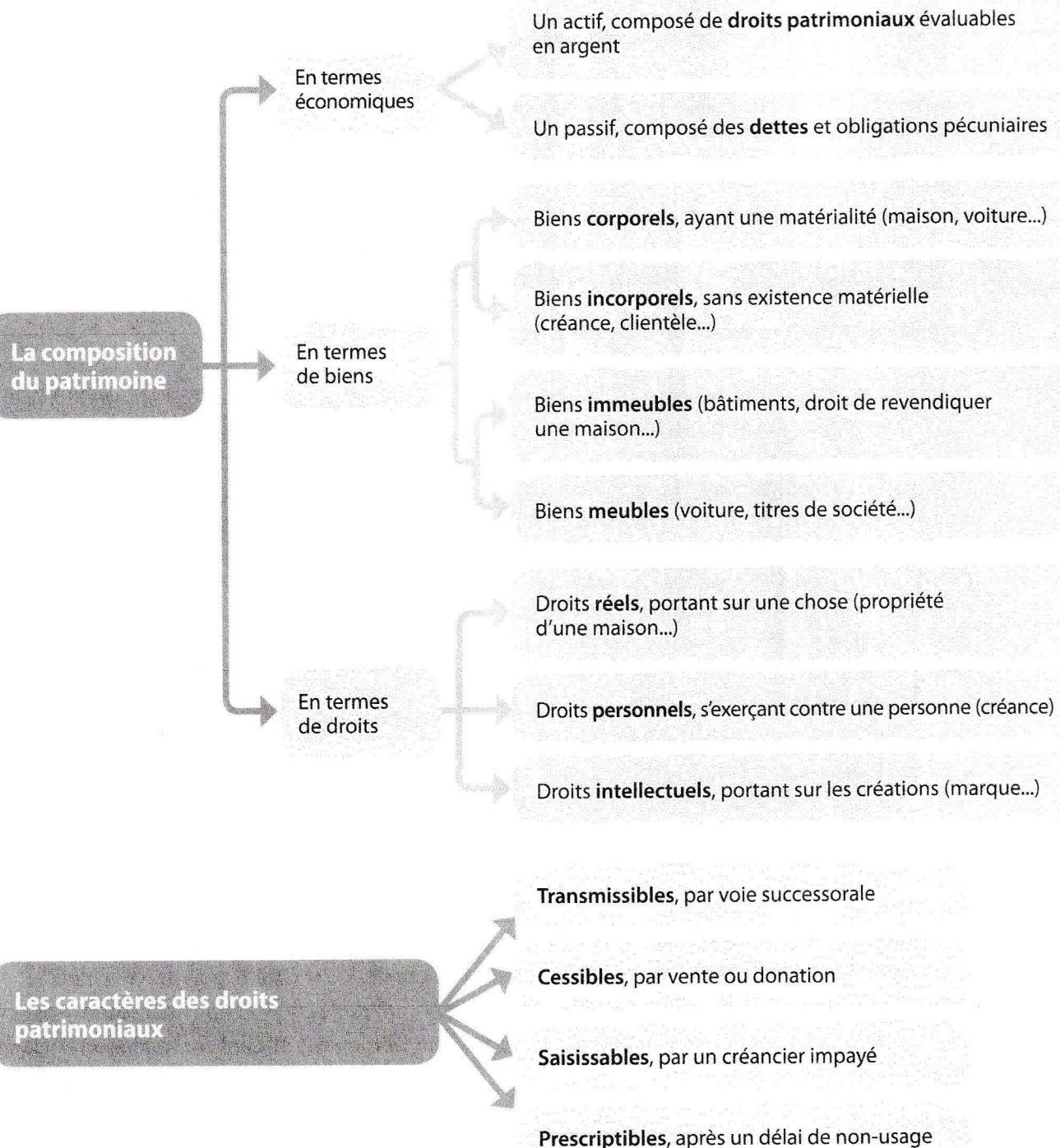
DOC Article 524 du Code civil (extrait)

Les objets que le propriétaire d'un fonds [terrain] y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination.

Les animaux que le propriétaire d'un fonds y a placés aux mêmes fins sont soumis au régime des immeubles par destination [...].

Synthèse

Le patrimoine



Rédigez votre synthèse personnelle à l'aide des mots-clés suivants :

- Patrimoine
- Biens meubles
- Biens immeubles
- Biens corporels
- Biens incorporels
- Droits réels
- Droits personnels
- Droits intellectuels
- Droits de la personnalité
- Caractères des droits patrimoniaux : cessibles, transmissibles, saisissables, prescriptibles

Identifier les droits extrapatrimoniaux



SYNTHESE
AUDIO
liennathan.fr/n63i5y

Pour réviser, écoutez en
retrouvez les éléments
dans ce cours.

DOC 1 Présentation des droits extrapatrimoniaux

Ces droits, comme leur nom l'indique, sont en dehors du patrimoine d'une personne : cela signifie qu'ils ne peuvent pas être évalués en argent, ils n'ont pas de valeur pécuniaire. Les droits extrapatrimoniaux sont en effet attachés à la personne : ces droits, intimes à chaque personne, lui permettent de protéger ses libertés, sa vie familiale, sa vie sociale. Ils peuvent être classés en quatre catégories.

Droits politiques et civiques	Droits relatifs à la vie familiale	Droits relatifs à la vie professionnelle	Droits de la personnalité
Droit de vote, liberté d'expression, droit de grève...	Droit de se marier, droit des enfants à une éducation...	Droit à l'emploi, liberté d'entreprendre...	Droit au respect de son honneur, droit au nom...

DOC 2 Les droits de la personnalité

Les droits de la personnalité protègent l'intégrité d'une personne.

- Il existe des droits relatifs au respect de l'intégrité physique des personnes. Par exemple, le droit au respect du corps humain permet de sanctionner toute atteinte contre une personne (coups et blessures...).
- Certains droits de la personnalité garantissent le respect de l'intégrité morale : ils protègent les éléments de nature plutôt psychologique qui caractérisent une personne. Par exemple, chaque personne a droit au respect de son honneur. Chacun bénéficie d'un droit au respect de sa vie privée. La jurisprudence a également reconnu à toute personne un droit exclusif sur son image.

DOC 3 Les règles relatives aux droits extrapatrimoniaux

Les droits extrapatrimoniaux sont hors du commerce. À l'inverse des droits patrimoniaux, ils sont :

Inaliénables	Ces droits ne peuvent pas faire l'objet de contrats (vente, location, donation...). <i>Exemple</i> : on ne peut pas vendre son droit à l'honneur, quel que soit le prix en échange.
Intransmissibles	Au décès d'une personne, ces droits ne sont pas transmis à ses héritiers. <i>Exemple</i> : une personne ne peut pas transmettre par testament son droit au respect de son image.
Insaisissables	Ils ne peuvent pas être saisis par un créancier qui souhaiterait être payé. <i>Exemple</i> : une banque ne peut pas faire saisir le nom d'une personne pour se faire rembourser un prêt non honoré par celle-ci.
Imprescriptibles	Une personne ne perd pas ses droits extrapatrimoniaux même si elle ne les utilise pas. <i>Exemple</i> : une personne qui ne vote jamais conserve son droit de vote.

APPLICATION

Situation

Dany Boon et sa nouvelle compagne s'interrogent sur leurs droits quant à la confidentialité de leur relation sentimentale.

1 Indiquez, pour chacun des droits ci-dessous, s'ils sont patrimoniaux ou extrapatrimoniaux. ◉ Doc. 1

- a. Le droit au respect de sa voix :
- b. Le droit d'obtenir le remboursement d'un prêt :
- c. Le droit pour le propriétaire d'un appartement mis en location d'obtenir le paiement des loyers :
- d. Le droit à la présomption d'innocence :
- e. Le droit au respect entre époux :
- f. Le droit de propriété sur sa maison :
- g. Le droit d'adhérer à une association :

2 Quels sont les droits dont peuvent se prévaloir Dany Boon et sa compagne pour bénéficier de la confidentialité de leur relation sentimentale ? ◉ Doc. 2

3 À quelle catégorie de droits extrapatrimoniaux se rattachent ces droits ? ◉ Doc. 1

4 Ces droits extrapatrimoniaux peuvent-ils être évalués sous forme monétaire ? ◉ Doc. 1

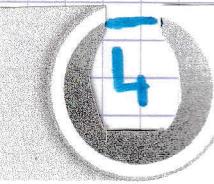
5 Ces droits protègent-ils l'intégrité physique ou l'intégrité morale du couple ? ◉ Doc. 2

Situation

Dany Boon et sa compagne ont souvent fait l'objet d'articles dans la presse à scandale. Ils sont malheureusement habitués à être photographiés à leur insu. Jusqu'à présent, ils n'ont jamais voulu poursuivre en justice les magazines en cause.

6 Dany Boon et sa compagne ont-ils perdu leurs droits extrapatrimoniaux ? Justifiez votre réponse. ◉ Doc. 3

7 Le couple peut-il mettre en vente le respect de sa vie privée ? Justifiez votre réponse. ◉ Doc. 3



Identifier une atteinte à un droit extrapatrimonial

DOC 4

Le contenu des droits au respect de la vie privée et à l'image

Article 9 alinéa 1^{er} du Code civil :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée. »

Article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. »

Les tribunaux ont déterminé, au fur et à mesure des affaires, ce qui relève de la vie privée : la vie sentimentale et familiale, le domicile, l'orientation sexuelle, la pratique religieuse, la situation médicale, l'état de grossesse...

La jurisprudence a également reconnu à chaque personne un droit exclusif sur son image, sur le fondement de l'article 9 : toute personne est libre d'accepter ou de refuser d'être photographiée ou filmée, mais aussi d'autoriser ou non l'utilisation et l'exploitation de son image.



DOC 5

Droits au respect de la vie privée et à l'image contre liberté d'expression ?



Article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme

« Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées [...]. »

Extrait de l'arrêt de la Cour de cassation du 17 février 2021

Le droit au respect de la vie privée [...] et le droit à la liberté d'expression ayant la même valeur normative, il appartient au juge saisi de mettre ces droits en balance en fonction des intérêts en jeu et de privilégier la solution la plus protectrice de l'intérêt le plus légitime. [...] Cette mise en balance doit être effectuée en prenant en considération la contribution de la publication incriminée à un débat d'intérêt général, la notoriété de la personne visée, l'objet du reportage, le comportement antérieur de la personne concernée, le contenu, la forme et les répercussions de [la] publication, ainsi que, le cas échéant, les circonstances de la prise des photographies [...].

DOC 6

Les sanctions en cas d'atteinte aux droits au respect de la vie privée et à l'image

Sanctions civiles

- Octroi de dommages-intérêts en réparation du préjudice subi.
- Publication de la décision de justice.
- Toute mesure propre à empêcher ou à faire cesser l'atteinte à la vie privée et au droit à l'image (ex. : saisies des exemplaires inventus, suppression de l'article en ligne).

Sanctions pénales (article 226-1 du Code pénal)

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait, au moyen d'un procédé quelconque, volontairement de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui :

- 1° En captant, enregistrant ou transformant, sans le consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel ;
- 2° En fixant, enregistrant ou transformant, sans le consentement de celle-ci, l'image d'une personne dans un lieu privé. [...]



APPLICATION.

Situation

La compagne de Dany Boon, comédienne comme lui, est très mécontente que cet article sur Internet révèle sa relation sentimentale et qu'il soit illustré par une photographie. Elle n'a jamais donné son accord. Elle décide de poursuivre en justice la société propriétaire du site.

8 Expliquez en quoi l'article porte atteinte à la vie privée de la comédienne. © Doc. 4

9 Expliquez en quoi l'article porte atteinte au droit à l'image de la comédienne. © Doc. 4

10 De quoi pourrait se prévaloir, en défense, la société propriétaire du site ? © Doc. 5

11 Expliquez pourquoi il n'est pas possible de faire prévaloir les droits au respect de la vie privée et à l'image sur le droit à l'information, et inversement. © Doc. 5

12 Comment sont alors conciliés ces différents droits extrapatrimoniaux ? © Doc. 5

Situation

Le tribunal judiciaire de Nanterre a condamné la société propriétaire du site à verser 5 000 € de dommages-intérêts à la comédienne, pour atteinte à ses droits au respect de la vie privée et à l'image. En revanche, au regard de la nature des faits et de leur ancéneté, ainsi que de la volatilité des informations révélées, le tribunal ne donne pas suite à la demande de suppression de l'article mis en ligne sur Internet.

13 Qualifiez le type de sanction prononcée par le tribunal. © Doc. 6

14 Expliquez pourquoi le tribunal n'impose pas la suppression de l'article litigieux. © Doc. 6

15 La société propriétaire du site aurait-elle pu être condamnée pénalement ? Justifiez. © Doc. 6

Applications



QUIZ
liennathan.fr/3b64wg

Réalisez le quiz
sur téléphone
ou ordinateur

1

Comprendre et acquérir le vocabulaire juridique

1. Reformulez les idées suivantes en veillant à expliquer le terme juridique souligné.
 - a. Les droits extrapatrimoniaux sont insaisissables.
 - b. Certains droits de la personnalité protègent l'intégrité physique des personnes.
 - c. Chacun a droit au respect de sa vie privée.
2. Reformulez les propositions suivantes en utilisant le vocabulaire juridique approprié.
 - a. Les individus conservent leurs droits extrapatrimoniaux, même s'ils ne les utilisent pas.
 - b. Toute personne décide librement si elle accepte ou non d'être prise en photo.
 - c. Le RGPD protège les informations intimes des personnes sur Internet.

RGPD, règlement général sur la protection des données.

2

Identifier un droit extrapatrimonial

Samir et Jamila ont toujours souhaité fonder une famille, mais souffrent de stérilité. Ils envisagent de recourir à une mère porteuse.

1. Repérez les droits extrapatrimoniaux consacrés dans l'article 16-1 du Code civil.
2. Expliquez pourquoi Samir et Jamila ne peuvent pas avoir recours à une mère porteuse.

DOC La gestation pour autrui est-elle compatible avec la protection du corps humain ?



La gestation pour autrui consiste pour une femme (la mère porteuse) à porter un enfant gratuitement ou contre rémunération, pour un couple. La mère porteuse peut être la mère génétique de l'enfant, ou n'être que la gestatrice (si l'enfant est conçu avec les gamètes du couple ou ceux de donneurs).

Article 16-1 du Code civil

Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial.

Article 16-7 du Code civil

Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle.

3

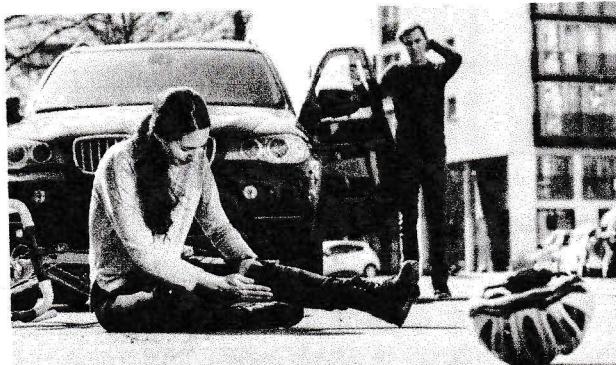
Identifier une atteinte au droit à la vie privée

1. Quels faits constituaient une atteinte à la vie privée ?
2. Comment la Cour de cassation met-elle en balance le droit au respect de la vie privée et à la liberté d'expression ?

DOC Tout individu peut se plaindre d'avoir été cité à la rubrique des accidents

[...] Après un accident de la circulation, un quotidien régional présente une personne victime comme responsable d'un sinistre et diffuse son identité (nom, prénom, âge et commune de résidence). Condamné pour atteinte à la vie privée, le journal conteste la décision en se fondant notamment sur la nécessité d'informer le public. [...] La Cour de cassation [...] [juge] que l'information stricte, sans identification des personnes, se suffit à elle-même et garantit la liberté d'expression. Si un accident de la circulation constitue bien un sujet d'ordre général, il n'est pas utile d'en connaître les acteurs, auteurs ou victimes.

À propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 20 octobre 2021, www.service-public.fr, 24/11/2021.



EXEMPLE DES SALARIES.

Identifier une atteinte au droit à l'image

1. Pourquoi les salariés invoquaient-ils une violation à leur droit à l'image ?
2. Expliquez pourquoi la Cour d'appel de Toulouse a rejeté leur demande.
3. Quelle est la solution rendue par la Cour de cassation ?

DOC Photo sur le site internet de l'entreprise : l'image d'un salarié est-elle protégée ?

Des salariés d'une entreprise sont photographiés avec l'ensemble de l'équipe. Leur image de groupe est ensuite diffusée sur le site internet de la société. Elle vise à démontrer la cohésion régnant dans l'entreprise entre les salariés et les entrepreneurs. Après la publication, deux salariés demandent par courrier à l'employeur le retrait de cette photographie comme portant atteinte à leur image. L'employeur ne fait pas droit immédiatement à leur demande. [...]

La Cour d'appel de Toulouse rejette leur demande d'indemnisation car ils ne démontrent pas que cette suppression tardive leur ait causé un préjudice [...] puisque l'image avait été retirée.

La Cour de cassation casse et annule la décision de la Cour d'appel. Elle rappelle que chacun a le droit de s'opposer à la publication de son image. Le non-respect de ce droit est automatiquement assorti



d'une sanction : le versement de dommages et intérêts. La victime n'a pas besoin de s'expliquer davantage sur le préjudice qui en est résulté pour recevoir cette indemnisation.

À propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 19 janvier 2022,
www.service-public.fr, 16/03/2022.

JEU DE RÔLE

Identifier une atteinte aux droits à la vie privée et à l'image



Lica, un chanteur célèbre, est très engagé contre les inégalités et le luxe. Il apporte souvent publiquement son soutien à des personnes politiques de premier plan. Mais Lica a peur pour son image car il a découvert dans le magazine *ViedesStars* un article qui révèle sa relation amoureuse avec la fille d'un milliardaire, Paris Million. L'article est illustré par deux photographies : l'une a été prise lors d'un concert de rue de Lica, où l'on reconnaît Paris Million dans la foule, la seconde montre le couple, main dans la main, dans la rue.

Lica et Paris estiment que cet article porte atteinte à leurs droits. Le magazine *ViedesStars* soutient au contraire qu'il s'agit d'informations qui pouvaient être révélées.

L'affaire est soumise à la justice. Vous êtes les avocats des parties en litige. Constituez des groupes :

- la première moitié des groupes défendra les droits du chanteur Lica et de sa compagne ;
- l'autre moitié défendra les droits du magazine *ViedesStars*.

1. Rédigez une plaidoirie pour défendre vos clients. Vous construirez vos arguments à partir du document ci-contre ainsi que des notions de droit au respect de la vie privée, de droit à l'image et de droit à l'information.
2. Exposez, à l'oral, vos plaidoiries contre un groupe défendant la partie adverse.
3. En synthèse, rédigez les solutions qui pourraient être retenues par le juge.

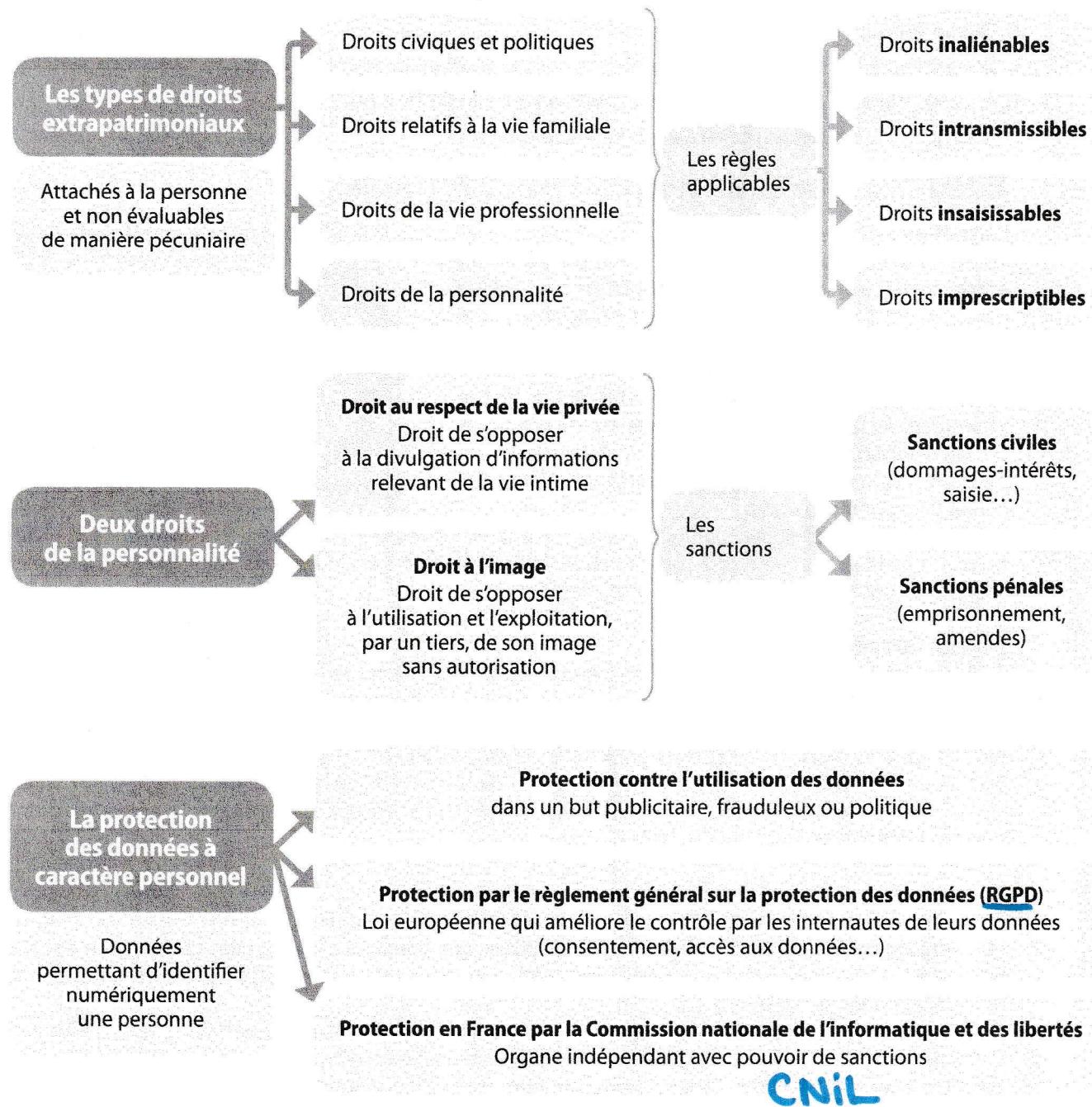
DOC L'étendue du droit à l'image

La protection de l'image joue [...] dans les lieux privés mais également dans les lieux publics [...]. Ainsi, la publication de photographies de deux célébrités, prises lors du tournoi de tennis de Monte-Carlo, à l'insu des intéressés et avec un cadrage les isolant du public environnant, est illicite. Photographier une foule est donc possible mais les individus ne doivent pas être pris en gros plan. Pour que l'image soit protégée, il n'est pas nécessaire que le visage soit reconnaissable. Il suffit que la personne concernée soit identifiable. Par exemple, il y a atteinte au droit à l'image lorsque des salariés sont filmés, sans leurs autorisations, dès lors que la boutique et l'enseigne où ils ont été filmés sont facilement reconnaissables, et même si leurs visages étaient dissimulés [...] Enfin, le droit à l'image protège contre l'utilisation détournée d'une image prise avec le consentement de la personne concernée. C'est l'hypothèse d'une image publiée pour un objet autre que celui pour lequel l'autorisation avait été donnée.

Patrick Lingibé, avocat, www.village-justice.com

Synthèse

Les droits extrapatrimoniaux



➤ Rédigez votre synthèse personnelle à l'aide des mots-clés suivants :

- Droits extrapatrimoniaux
- Droits de la personnalité
- Droit au respect de la vie privée
- Droit à l'image
- Droit à l'information
- Dommages-intérêts
- Sanction pénale
- Données à caractère personnel
- Règlement général sur la protection des données
- Commission nationale de l'informatique et des libertés